

très Confidentiel

H.32.1.- F.ri

NoticeConversation avec M. Juan Bernardo Becker
du 11 février 1955*solite avec 26.2.55 un
ohé J. de M. 2. 2. 55*

Je viens d'avoir une conversation que j'estime d'un intérêt certain par rapport au futur immédiat de nos échanges avec l'Argentine. Mon interlocuteur a été M. Juan Bernardo Becker, ancien attaché commercial d'Argentine à Berne et Stockholm. Il occupa ensuite une place importante dans le Ministère du Commerce où il était chargé de la politique économique argentine vis-à-vis de plusieurs pays dont la Suisse. Il a quitté le Ministère lors de la création du Ministère du Commerce extérieur qui fut confié au Ministre Cafiero (une nullité) avec lequel il ne s'entendait pas. Il est resté très lié avec ses anciens collègues et surtout avec M. Scarpatti qui quitta aussi l'ancien ministère du commerce pour devenir d'abord chef du I.A.P.I., puis le bras droit du Ministre des Affaires économiques, M. Gomez Morales. Il est également lié avec avec M. Yesari, de la Banque Centrale, qu'il voit très souvent, ainsi qu'avec plusieurs autres fonctionnaires. Tous les matins, M. Scarpatti le cherche à sa maison pour l'emmener au bureau. M. Becker s'occupe d'affaires particulières et surtout, je pense, de l'affaire d'importation de montres qu'il a hérité de son père. Il est fils de Suisse, mais il n'a jamais fait état de la nationalité suisse, probablement surtout à cause du fait qu'il voulait faire une carrière de fonctionnaire, à laquelle il pense d'ailleurs revenir lorsque les choses changeront en Argentine.

M. Becker m'avait demandé depuis un certain temps d'examiner avec lui la situation des affaires avec la Suisse. Il en avait été chargé par M. Scarpatti. En effet, après ma conversation du 18 novembre dernier (voir mon rapport du même jour) avec M. Scarpatti, j'avais fait un exposé à notre Chambre de commerce sur la situation. M. Becker est membre du conseil de la Chambre de commerce suisse. Au cours de cet exposé, et surtout parce que M. Becker, ami de M. Scarpatti, était présent, j'avais insisté sur les énormes difficultés que nous rencontrions à discuter nos affaires avec l'administration argentine, vu son incompréhension totale, etc. Mon but a été atteint parce que deux jours plus tard M. Becker m'a demandé d'avoir une conversation avec moi afin de chercher un terrain d'entente avec M. Scarpatti qui est en quelque sorte le président de la délégation argentine pour la négociation des accords commerciaux. Je n'avais fait preuve d'aucun empressement parce que, entre-temps, j'avais vu le Ministre Revestido et je croyais (et le crois tou-

..//..

Dodis



jours) à la possibilité d'arriver à mettre sur pied des affaires de compensation très restreintes, alors que M. Scarpatti voulait négocier avec nous une compensation du type de celle emmanchée par M. Remorino à Berne, et qui n'a jamais pu être réalisée. Finalement, après nous avoir donné rendez-vous quelquefois, sans jamais avoir un conversation qui mérite la peine d'être rapportée, M. Becker m'a demandé un entretien et je n'ai pas cru devoir le lui refuser. Je ne peux pas encore dire d'après le contenu de notre conversation s'il n'a fait que remplir une mission qui lui a été confiée par M. Scarpatti, ou bien si au cours de notre entretien il a fait également état d'idées et de considérations qui sont exclusivement à lui.

M. Becker a commencé par souligner le point qui me paraît le plus important et il m'a dit :

Becker ((M. Scarpatti vient de me dire que, comme toutes les années, les ministères sont en train de préparer les plans relatifs aux échanges à réaliser avec les divers pays, au cours de 1955. Pour ce qui concerne la Suisse, il estime que les échanges seront extrêmement restreints. Le Gouvernement est décidé à ne plus vendre des céréales à la Suisse parce qu'il ne veut plus cumuler des fonds à Zurich, dont il ne peut pas disposer librement. L'Argentine ne vendra des céréales à la Suisse que contre des devises libres, c'est-à-dire des dollars. Dans ces conditions, les importations de Suisse seront également limitées : la Banque Centrale se limitera, comme jusqu'ici, à donner des permis surtout pour les produits chimiques et pharmaceutiques et pour quelques autres articles, uniquement afin d'utiliser les fonds argentins à Zurich. M. Scarpatti m'a promis de me montrer à titre très confidentiel le plan qu'on prévoit pour la Suisse et si je peux en avoir une copie, je vous la montrerai.))

Il est évident que cette déclaration est grave. Nous avons toujours pensé, vous et moi, que le jour viendrait peut-être où l'Argentine ne nous suivrait plus dans notre politique qui consiste à acheter et à bloquer pour forcer nos exportations. Ce moment semble être arrivé. Il est clair que la déclaration de M. Becker n'est pas officielle. Il est aussi certain que M. Scarpatti, même s'il a pris la décision que je viens de mentionner, n'est pas le seul maître des relations commerciales de l'Argentine, et qu'il se peut fort bien qu'en dépit de ses idées à lui, le Gouvernement (Ministère du Commerce extérieur et I.A.P.I.) continue de laisser embarquer des céréales vers la Suisse. Toutefois, la déclaration que j'appellerai Scarpatti, bien qu'elle m'ait été faite par M. Becker, ne saurait me laisser indifférent. Il se peut aussi que M. Scarpatti ait voulu nous impressionner pour nous amener à négocier. Je ne peux pas encore me faire une idée claire sur ces différents points : il faut que nous attendions le développement des choses. Nous suivrons, surtout sur la base des informations que nous donnera la Plata Cereal, les embarquements de céréales, et nous saurons tout de

suite s'il y a une mesure officielle contre les embarquements vers la Suisse. Nous pourrions aussi faire une enquête discrète auprès des fonctionnaires compétents, mais je ne peux pas discuter ouvertement la question avec M. Scarpatti parce que je ne veux pas lui donner l'impression qu'il nous a fait peur, ou même que nous prenons son projet au sérieux.

J'ai naturellement répondu à M. Becker que je ne pouvais pas m'imaginer que l'Argentine décidât de tuer le commerce réciproque argentino-suisse, de perdre un marché traditionnel, etc. J'ai bien souligné que la Suisse n'a absolument aucun intérêt à acheter des céréales en Argentine contre devises libres et que nous achèterions toujours ces marchandises que l'on trouve partout dans le monde, seulement aux pays qui achèteraient les nôtres.

Becker "Je comprends très bien votre réaction et je vous donne raison. Moi, je ne peux que vous dire quelle est, en ce moment, l'idée des ministères des Affaires économiques. L'Argentine est dans une mauvaise situation. La récolte de maïs est à peu près perdue et celle de blé est bonne. Toutefois, les soldes exportables sont très restreints puisque le Brésil à lui tout seul nous achète 1'200'000 tonnes. Le reste, nous devons le distribuer aux pays avec lesquels nous concluons des accords intéressants pour nous. On n'a donc pas de difficulté pour vendre du blé, et c'est la raison pour laquelle le Ministère prétend que si la Suisse en désire, elle devra le payer en devises. Il sait très bien que si vous n'en prenez pas, le commerce entre les deux pays risque peu à peu de disparaître, mais vous savez que nos fonctionnaires ne font jamais une politique à longue vue : ils essaient de résoudre les problèmes immédiats et nous en avons beaucoup. Nous avons un besoin énorme de matières premières et de biens de production. Plusieurs pays nous font à ce sujet des conditions extrêmement favorables. Vous avez sans doute remarqué qu'un grand nombre de traités de commerce ont été conclus. L'Allemagne et l'Italie nous font des crédits et financent facilement au moyen de paiements échelonnés sur plusieurs années leurs exportations vers l'Argentine, et une institution française vient de nous proposer un prêt important et la "Import & Export Bank" nous donnera un prêt de 70 millions de dollars. Plusieurs pays s'intéressent à l'industrialisation et font des investissements chez nous. Vous me dites que jusqu'ici vous ne connaissez que des investissements très limités et c'est peut-être exact dans une certaine mesure. Il est vrai que l'affaire Kaiser est bonne pour le moment surtout pour l'industriel américain qui l'a réalisée, mais à la longue elle sera excellente pour l'Argentine aussi. Les Américains viendront d'ailleurs pour d'autres industries encore et avec des investissements qui paraissent petits, mais qui comptent dans un pays comme le nôtre. La FIAT,

vous savez vous-même, à quel point elle est engagée en Argentine, et les Allemands sont aussi ici non seulement avec la Mercedes Benz, mais prêts à se mettre dans plusieurs autres affaires. D'autres pays nous font des facilités financières, comme la Belgique par exemple, et d'autres nous donnent des matières premières ou des biens de production (la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Finlande, etc.). Le fait que tous les pays s'intéressent à nous nous remplit d'aise surtout au moment où nous en avons très besoin. C'est le cas actuellement, car cette année sera pour nous une année de dépression économique et de difficultés. Le Gouvernement veut absolument arriver à sortir de l'impasse et c'est pourquoi il ne fait des facilités et des avances qu'aux pays qui nous aident. Or, on remarque que la Suisse ne cède sur aucun point : elle ne fait aucun geste en matière de devises, elle ne s'intéresse à aucun investissement nouveau dans notre industrie, elle n'exporte (d'après les autorités et pas selon votre manière de voir) que des articles qui en ce moment nous intéressent moyennement. Je pense d'ailleurs que vous avez tort de suivre cette ligne de conduite parce que l'avenir de l'Argentine est certain et à la longue la Suisse aura perdu non seulement le marché, mais aussi un grand nombre de possibilités."

J'ai naturellement repoussé un à un les arguments de M. Becker : si nous achetons des céréales, c'est surtout pour maintenir un commerce traditionnel et intéressant pour les deux pays. Si notre industrie ne s'intéresse pas à des investissements en Argentine, c'est à cause des expériences réellement tristes que nous avons faites ici en matière financière : absence de transferts financiers, mépris total de toutes nos propositions pour essayer d'arriver à une entente sur ce point, refus du Gouvernement de rendre viable des affaires comme la Italo-Argentine et la Cade, etc. Valeur de nos machines et de notre exportation en général, très diversifiée et recherchée par tous les pays. Le futur économique de l'Argentine serait sans doute positif, mais quand ? La situation économique est grave et elle le sera pendant longtemps. L'Argentine n'est pas et n'a jamais été un pays producteur de devises et je ne vois pas comment elle fera face, dans un avenir raisonnable, aux engagements d'ordre financier qu'elle prend vis-à-vis des pays qui lui font tant d'avances en matière d'exportations et dans le domaine des investissements. La situation politique est loin d'être claire, toute l'économie du pays est renfermée dans le cercle dangereux des syndicats, etc. Comment encourager un pays comme la Suisse qui, en réalité, n'a besoin de l'Argentine ni comme marché pour ses exportations, ni comme pays de placements, de risquer des fonds dans ce pays. Personnellement je ne pourrais en tout cas

- 5 -

pas prendré une responsabilité pareille. D'ailleurs, il ne me semble pas que tous les pays fassent tellement de concessions à l'Argentine. Cela est tellement vrai que même pour le pétrole qui intéresse au plus haut point les Etats-Unis eux-mêmes pour les raisons que l'on sait, rien n'a été fait jusqu'ici. L'Allemagne s'est acharnée pour avoir ce marché, c'est entendu. L'Italie a fait des crédits tout en achetant très peu en Argentine : pourra-t-elle continuer ? L'Argentine est tellement fière de l'accord signé avec la Belgique et elle a raison d'un certain côté parce que la Belgique a fait une très mauvaise affaire que nous ne ferons jamais, mais les autorités argentines devraient se méfier d'accords de ce genre qui ne protègent que leurs propres intérêts au mépris de ceux du partenaire. La Belgique a dû le signer pour les raisons que nous savons, mais un accord aussi déséquilibré ne donnera jamais de résultat. Ce sont malheureusement les cas de ce genre qui poussent l'administration argentine à vouloir que tous les pays se sacrifient pour le sien, car en somme c'est ce que vous voulez : tous doivent comprendre votre situation difficile, mais vous ne comprenez jamais les nécessités des autres. Je l'ai dit et répété à M. Scarpatti.

Becker Il est certain que les Argentins cherchent en ce moment tous les avantages possibles et qu'il est très difficile de négocier avec eux. Si vous faites des pourparlers, ils vous demanderont des devises sur leurs avoirs à Zurich; ils n'offriront rien pour les transferts financiers et les non-essentiels ne pourront figurer dans l'accord que si vous faites des sacrifices en devises. En ce moment vous pouvez obtenir un contingent pour les montres, c'est M. Yesari qui me l'a dit, mais contre le 100% en devises. Au fond, vous devriez essayer de négocier avec l'Argentine l'ensemble des problèmes qui vous intéressent et qui l'intéressent : des échanges commerciaux, des investissements de capitaux dans l'industrie, la concession pour la ligne aérienne etc.

J'ai répondu à M. Becker qu'une telle proposition était absurde. Nous sommes bien disposés à faire un sacrifice en devises pour obtenir un contingent pour les montres, pour les raisons que nous voulons bien admettre, mais il ne s'agirait jamais d'un pourcentage en devises très haut. J'ai déjà dit cela à M. Scarpatti qui, en compagnie de M. Alvarez, me parla de 90 à 100 % en devises pour un contingent de montres (voir mon rapport du 18 novembre 1954). Il est absurde que nous discussions avec le Ministère du commerce la concession pour une ligne aéronautique : je vois bien qu'il a l'envie de monnayer exactement tout, mais nous ne suivrons pas l'administration argentine sur ce point. Il y a des accords internationaux en matière d'aviation et il faut

..?..

que cette affaire soit traitée dans le cadre de ces mêmes accords. Quant aux investissements, ce n'est pas le gouvernement qui peut les négocier, ce sont les banques qui les accordent et elles le font quand cela leur plaît et lorsque le crédit du pays qui les désire leur paraît suffisant. Une négociation de ce genre ne pourra jamais être envisagée avec l'Argentine.

Après une nouvelle discussion de tous ces points, M. Becker arrive tout de même à mes propres conclusions et surtout à celle qu'une négociation en ce moment avec les Argentins nous mènerait ou à un mauvais accord, ou à un échec. Il croit aussi qu'il vaut beaucoup mieux essayer d'obtenir quelques importations de non-essentiels grâce à des concessions en devises, mais il est vraiment convaincu que pour les montres il faudra accepter le 100 % en devises. Je lui ai répété que cela est absolument exclu.

Mes collaborateurs ont vu récemment M. Yesari de la Banque Centrale. Il est vrai qu'il leur a dit qu'il pensait continuer à inclure la Suisse dans les circulaires, mais il n'a rien affirmé quant aux circulaires qu'il prévoit pour l'année courante. Il a aussi tenu à souligner que par les exportations de céréales, l'Argentine continue de faire un crédit à la Suisse. Il n'a pas parlé de limiter ces exportations. A mon avis, il faudra donc surveiller très attentivement ce qui se passera ces prochaines semaines en matière d'exportation. En attendant, il me semble que des négociations sont à exclure. Je sais que nos exportateurs sont impatients, mais il faudrait qu'ils réfléchissent davantage sur la situation dans laquelle se trouvent les pays qui ont négocié avec l'Argentine. Si nous remarquons que l'alimentation du clearing disparaît peu à peu au cours des prochains deux ou trois mois, il faudrait évidemment reprendre les conversations avec M. Gomez Morales, avant que l'Argentine ait vendu toute sa récolte. Notre conduite dépend donc de la question de savoir s'il y aura prochainement des embarquements de céréales vers la Suisse.

fl